

Alain Rustenholz

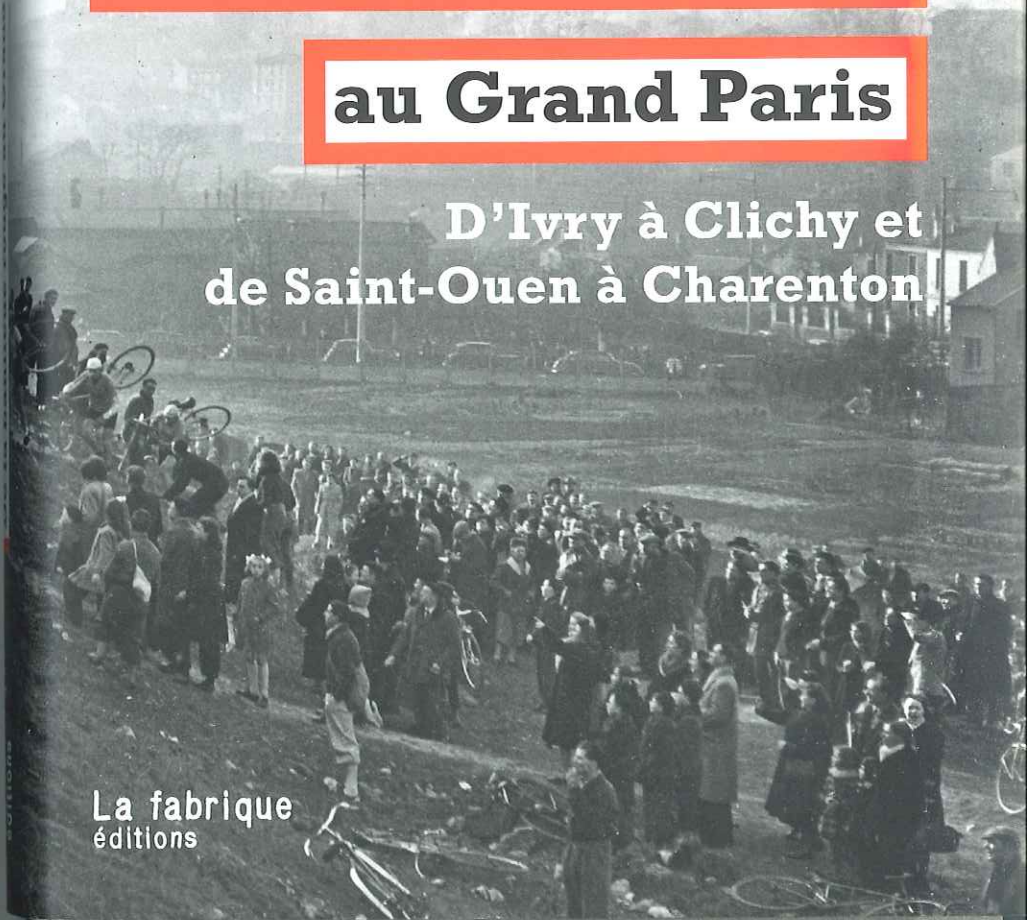
Préface d'Eric Hazan

De la banlieue rouge

au Grand Paris

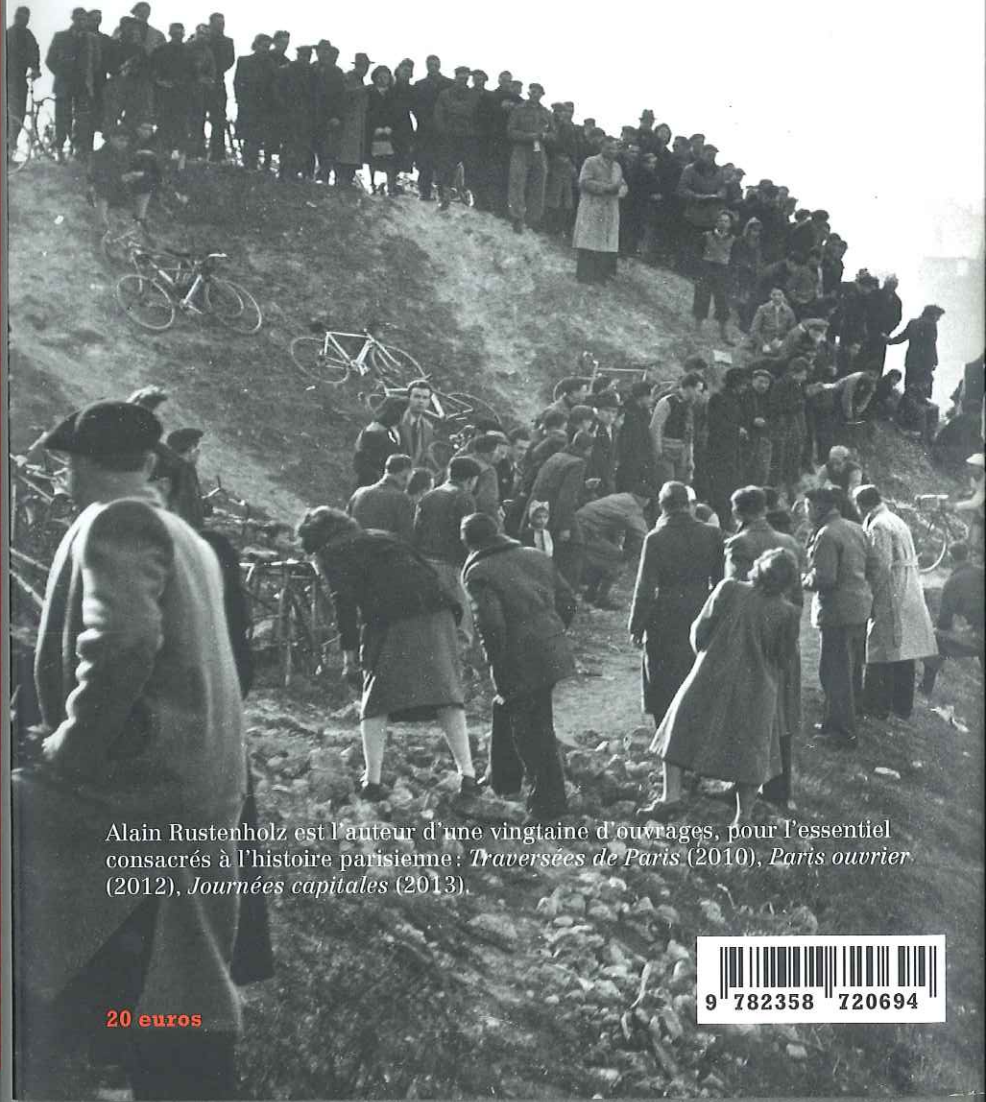
**D'Ivry à Clichy et
de Saint-Ouen à Charenton**

La fabrique
éditions



L'automobile et les allumettes, l'imprimerie et la blanchisserie, les roulements à bille, les piles et les épingles : un livre plein de noms d'usines qui résonnent comme des souvenirs poétiques, un Grand Tour par 25 des communes qui forment la première couronne de Paris, le récit des grèves de l'été 1936 et de mai 1968, des luttes politiques, de la Résistance...

Un livre lucide sans consentir au désastre annoncé, celui du Grand Paris des aménageurs et des promoteurs.

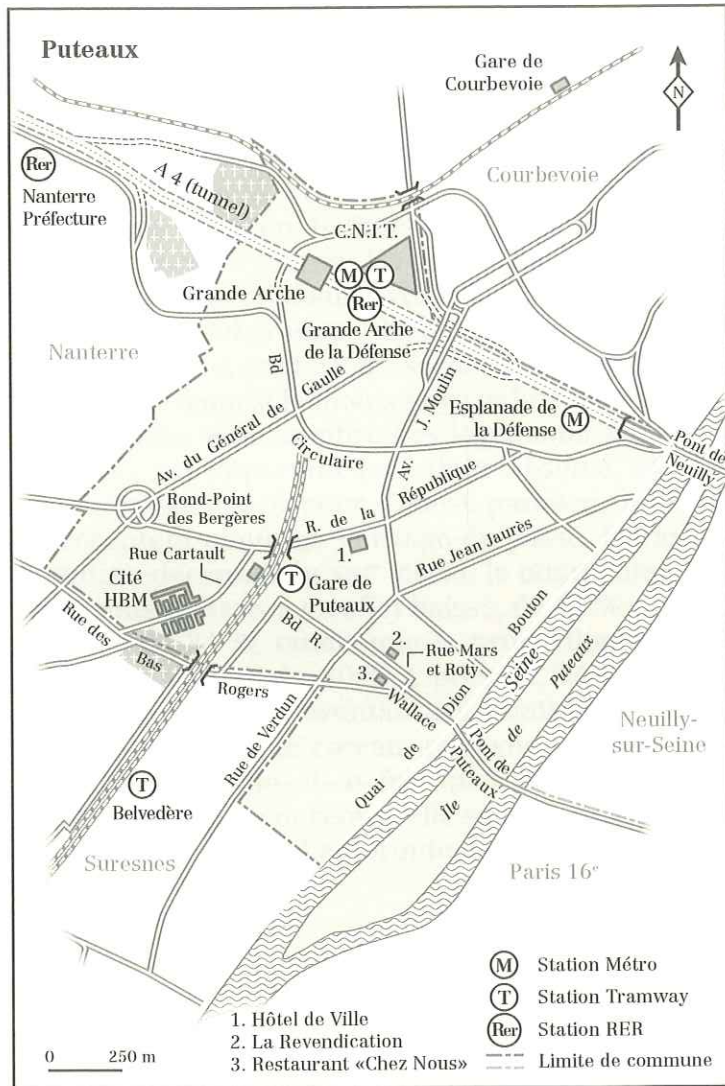


Alain Rustenholz est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages, pour l'essentiel consacrés à l'histoire parisienne : *Traversées de Paris* (2010), *Paris ouvrier* (2012), *Journées capitales* (2013).

20 euros



Puteaux : l'entour de la Défense



Puteaux, dans le prolongement de Suresnes, s'étale en plaine le long du fleuve ; un plateau, au-dessus, s'étire vers Nanterre et, entre les deux, le coteau étroit sur lequel passent les mêmes lignes de chemin de fer : celle de Versailles et celle de l'Exposition universelle de 1889, qui deviendra plus tard la ligne de marchandises de l'île Seguin. Mais séparée de Paris comme sa voisine par la Seine, Puteaux lui est plus anciennement – dès le XVIII^e siècle – reliée par un pont de pierre, celui « de Neuilly », sur la route menant de la porte Maillot à Saint-Germain et Cherbourg.

L'exposition est tout aussi favorable qu'à Suresnes, et si le vin d'ici a moins marqué les mémoires, la rose, à Puteaux, s'ajoutait au raisin. En attestent les trois hectares de rosiers que possédait le propriétaire de la villa (détruite en 1958, 63 quai alors National), dans laquelle Bellini composa *Les Puritains*, et où il mourut en 1835.

À cette époque, près du pont, la brasserie Peters « trouve son eau pure [à l'aval de Paris!] dans les eaux profondes en cet endroit de la Seine ». À l'autre bout du quai, côté Suresnes, les entreprises d'impression sur tissus et de teinturerie, grandes pourvoyeuses d'effluents, emploient près de 2000 personnes au milieu du XIX^e siècle. C'est assez naturellement un ouvrier teinturier membre de l'Internationale, Benoît

Malon, qui fonde à Puteaux la première coopérative de consommation de France, la Revendication.

En 1883, le monument de Louis-Ernest Barrias glorifiant *La Défense de Paris* face aux Prussiens est érigé au rond-point de la butte de Chantecoq, à l'extrémité de l'axe historique partant des Tuileries, avant que la route de Saint-Germain n'oblique vers le sud-ouest. Le groupe sculpté donne son nom à la place et à l'avenue. Une douzaine d'années plus tard, un second pont relie Puteaux à Paris et porte cette fois le nom de la commune. Un peu plus au sud, environ 1 500 ouvriers travaillent aux Ateliers de construction de l'Artillerie, entre autres au tout nouveau canon de 75.

Le long du quai National (aujourd'hui De Dion Bouton sur toute la longueur de la ville), la métallurgie a remplacé les apprêts du textile. En venant de Suresnes, on rencontre d'abord, au n° 1, l'usine Unic de Georges Richard, qui fabrique ici un véhicule adapté à toutes les utilisations possibles. La jouxtant, rue Ampère, Charron-Girardot-Voigt, 400 ouvriers, d'où sortira l'automobile immatriculée *628-E8*, la plaque qui fournit son titre au livre d'Octave Mirbeau. Et à côté encore, rue Volta, la Compagnie parisienne des voitures électriques, 300 ouvriers, qui fait aussi des moteurs hybrides.

La centrale électrique de l'Ouest Lumière, et ses 200 ouvriers, sont au n° 3 du quai; l'Arsenal est au n° 8. Au nord du pont de Puteaux, l'usine De Dion Bouton, sur cinq hectares, emploie 1 800 ouvriers. On trouve là également les Cycles et autos Gladiator.

Derrière une vingtaine de cheminées vivent quelque 30 000 habitants; leur nombre a triplé depuis la guerre de 1870. Il n'y a pas d'industrie au-delà des voies de chemin de fer, hormis la fabrique d'encre typographiques de Lorilleux, antérieure à leur construction.

C'est à Puteaux, donc, que l'automobile entre en littérature. Mirbeau dédicace son livre à Fernand Charron, constructeur de la sienne, à qui il adresse cet hymne : « Elle m'est plus chère, plus utile, plus remplie d'enseignements que ma bibliothèque, où les livres fermés dorment sur les rayons, que mes tableaux, qui, maintenant, mettent de la mort sur les murs, tout autour de moi, avec la fixité de leurs ciels, de leurs arbres, de leurs eaux, de leurs figures... Dans mon automobile j'ai tout cela, plus que tout cela, car tout cela est remuant, grouillant, passant, changeant, vertigineux, illimité, infini... J'entrevois, sans en être troublé, la dispersion de mes livres, de mes tableaux, de mes objets d'art; je ne puis me faire à l'idée, qu'un jour, je ne posséderai plus cette bête magique, cette fabuleuse licorne qui m'emporte, sans secousses, le cerveau plus libre, l'œil plus aigu, à travers les beautés de la nature, les diversités de la vie et les conflits de l'humanité. »

C'est à Puteaux, rue Lemaître, à deux pas du monument de Barrias, dans l'atelier de Gaston Duchamp (alias Jacques Villon), chez le beau-frère de ce dernier, Jacques Bon, ou chez le Tchèque Franck Kupka que les trois frères Duchamp, Gleizes, Metzinger, Léger, Delaunay, Picabia, Edmund Hellmer élaborent vers 1911, parallèlement aux recherches montmartroises, un cubisme scientifique en appliquant à la peinture la géométrie de la « Section d'or ».

Aux municipales de 1912, Puteaux est l'une des sept villes de banlieue parisienne enlevées par la SFIO, grâce à l'ouvrier mécanicien Lucien Voilin, déjà député de la Seine. Henri Sellier, président de la Revendication et conseiller général du canton, entre au conseil municipal. Voilà Puteaux socialiste à tous les niveaux électifs mais surtout dans le quotidien le plus concret. Au cœur de la ville, sur le boulevard Richard Wallace reliant le pont de Puteaux à

la gare, le restaurant coopératif « Chez nous », par ailleurs siège de la SFIO locale aussi bien que lieu de réunion des pupilles, est au n° 33. Sur le trottoir d'en face, au n° 40, on trouve la pharmacie de la Société de prévoyance mutuelle, filiale de la coopérative. À l'arrière de ce bâtiment, la rue parallèle Mars et Roty abrite le dispensaire et le siège de la Revendication, dont cinq magasins, ou plutôt « répartitions », pourvoient dans la ville à tous les besoins courants. La Revendication, de même importance que le sont à Paris la Bellevilloise, l'Égalitaire ou l'Avenir de Plaisance, possède elle aussi son « Harmonie ».

Le 27 juin 1914, Puteaux est la première commune de la Seine-banlieue à se doter d'un office d'HBM municipal, la préfecture ayant refusé la formation d'un office plus large, intercommunal, avec les villes mitoyennes. Si l'arsenal et De Dion Bouton sont deux des plus gros employeurs de la banlieue, 31 entreprises de Puteaux comptent chacune plus de deux cents ouvriers.

L'office municipal ne pourra évidemment commencer à construire qu'après la guerre. La municipalité, réélue, est la seule de la banlieue à n'être pas passée au communisme après le congrès de Tours. Quand Jacques Valdour (voir page 90) arrive à Puteaux en 1923, la ville lui apparaît comme la « sentinelle avancée de l'armée révolutionnaire, campée là après Courbevoie et Levallois, [et qui] achève avec Boulogne l'encerclement des quartiers riches de Paris et de Neuilly, endormis dans la moelleuse torpeur d'une vie très douce qui se croit sûre des lendemains ». Il n'y voit que des « garnis misérables », comme celui où il prend une chambre le temps de ses observations : « des ouvriers français, chinois, algériens et quelques femmes l'habitent ». Près de deux mille cinq cents locataires vivent dans

les conditions qu'il décrit. Il ne voit pas, à l'angle des rues de Chante Coq et Victor Hugo, les premières HBM flambant neuves, dues à l'architecte Auguste Labussière. Et il ne va pas non plus jusqu'au nord de la ville où, après la place de la Défense, de part et d'autre de la route de Nanterre-la Folie, s'étale le bidonville des chiffonniers.

Il fréquente le restaurant coopératif « Chez nous » où, à l'heure du déjeuner, se pressent trois cents consommateurs, et il s'y livre à son habituel dénombrement des étrangers : « trois ou quatre Chinois, un mulâtre et deux Italiens, deux Espagnols, deux nègres, une dizaine de Grecs ». Il peste de ce que « les rues de cette petite ville de 38 000 habitants ont dû subir les noms de Jean Jaurès et de Benoît Malon ».

PC et CGTU ont appelé pour le lundi 12 octobre 1925, au nom de l'internationalisme, à une grève générale de 24 heures contre les guerres du Maroc et de Syrie engagées par le gouvernement du « cartel des gauches ». Un ouvrier de l'arsenal de Puteaux, communiste et trésorier syndical, André Sabatier, est tué d'une balle dans la tête par un ingénieur de la Radiotechnique, une usine de Suresnes. C'est « Chez nous » que sa veuve, sa mère, sa sœur et ses camarades se rassemblent après l'assassinat. Les immigrés ont participé en assez grand nombre au mouvement.

Les métallurgistes italiens sont assez nombreux à Puteaux pour que deux mois et demi plus tard, un cartouche de *L'Humanité* convoque dans leur langue ceux de Morane-Saulnier (aviation), De Dion-Bouton, Coty, Unic, Dalbouze Brachet et Cie (broyeurs, concasseurs, presses) et Jeannin (fonderie d'aluminium, de cuivre et de fer), pour le jour même à 18h30, dans la salle des fêtes Belle Époque de la rue Henri Martin.

1928 fait une brèche dans l'hégémonie absolue de la SFIO : aux législatives d'avril, Puteaux élit le communiste Georges Ménétrier contre le maire et conseiller général socialiste Marius Jacotot et contre le monarchiste Gautherot. Ajusteur à l'arsenal et secrétaire adjoint de la fédération CGTU des employés des établissements de la guerre, le nouvel élu est alors à la Santé, condamné pour espionnage à trois ans de prison et cinq ans de privation des droits civiques, en attente du délibéré de son pourvoi en cassation. Son inéligibilité finalement confirmée, un scrutin partiel a lieu le 3 février 1929. Est élu cette fois, toujours contre « le chouan Gautherot », le mutin de la mer Noire André Marty, lui aussi en prison mais détenteur de ses droits civiques. Son élargissement, pour lui permettre d'exercer son mandat, n'interviendra que le 15 janvier 1931.

Parenthèse d'à peine seize mois puisque, dès les législatives de mai 1932, le socialiste Georges Barthélémy, successeur à la mairie comme au conseil général de Jacotot, mort en 1930, bat le député sortant (de prison) Marty, qu'il devance sur Puteaux-Suresnes de deux mille voix au premier tour et de trois mille au second. Pour que la ville ne vote plus SFIO, il faudra attendre quarante ans que le dernier candidat sous cette étiquette, Charles Ceccaldi-Raynaud, la jette de lui-même aux orties.

Dès les années 1930, des projets d'aménagement de la place de la Défense sont en discussion. À la même époque, les frères Édouard et Jean Niermans transforment, rue Mars et Roty, un ancien bâtiment de la Revendication en centre d'apprentissage, l'École pratique de commerce et d'industrie. Ils construisent également sur le coteau, à deux pas de la gare qui se refait à neuf, le groupe scolaire Marius Jacotot, doté

d'une piscine intérieure et, autour de la maternelle, d'un jardin planté d'arbres et traversé par un cours d'eau, d'une volière et d'un tas de sable.

Lauréats du concours ouvert par la municipalité, les frères Niermans réalisent sur 25 000 m² un centre administratif rassemblant, aux trois échelons communaux, départementaux et nationaux : l'hôtel de ville, la justice de paix, le trésor public, la poste, les pompiers et le garage municipal. La façade de l'édifice, désormais situé au centre de la commune alors que l'ancien hôtel de ville s'élevait juste au débouché du pont, se reflète dans des miroirs d'eau ; un jardin public l'entoure.

Un second groupe d'HBM, qu'Auguste Labussière a disposées en peignes de part et d'autre de la rue Cartault, sur la hauteur, accueille maintenant trois mille cinq cents habitants, dont beaucoup jouissent d'une vue imprenable.

À Puteaux, la route vers le Front populaire n'est guère pavée de roses. Au premier tour des municipales, le 5 mai 1935, s'affrontent le député-maire sortant Barthélémy, SFIO, le sénateur et ancien maire Voilin, à présent néo-socialiste (voir page 59), et l'ajusteur Adrien Langumier pour le Parti communiste. Le 9, le secrétariat du Parti communiste écrit à la commission administrative permanente de la SFIO : il lui demande de se prononcer sur le fait que le pacte d'unité d'action de juillet 1934 entre leurs deux partis n'ait jamais été ratifié par la section socialiste de Puteaux, que Barthélémy se soit prononcé contre l'unité, comme d'ailleurs Sellier à Suresnes, et enfin, qu'à la condition qui lui a été faite de retirer de sa liste les « fascistes » notoires pour bénéficier du désistement communiste, Barthélémy ait répondu par une lettre ouverte. Celle-ci, signée également par Firmin Aury, secrétaire de la

section SFIO de Puteaux, maire adjoint et conseiller général, et par Henri Sellier, affirmait :

Pas plus demain qu'hier, cette attitude dût-elle nous coûter nos mandats, nous ne composerons avec le bolchévisme [...] Les honnêtes gens quelle que soit leur nuance politique comprennent le péril que comporterait pour tous l'installation à l'Hôtel de Ville d'hommes pour qui l'enseignement de Lénine, la loi du mensonge constitue la seule doctrine morale.

Les honnêtes gens de l'Union des intérêts économiques, l'organisation patronale, sont absolument de cet avis. Le candidat du PC se maintient donc, et Barthélémy l'emporte au second tour, par 4 414 voix contre 3 669 à Langumier.

Un an plus tard, le 3 mai 1936, tout est rentré dans l'ordre frontiste populaire : le candidat communiste André Fréjabue, métallurgiste chez Wisner (mécanique de précision), arrivé en seconde position, s'est désisté au profit de Georges Barthélémy, réélu à la Chambre avec plus de dix mille voix d'écart sur le candidat réactionnaire, dans une circonscription redécoupée qui ne comprend plus Nanterre.

Dès le 3 juin 1936, les communiqués tombent : victoire complète chez Femis, ébénisterie de TSF, 50 ouvriers ; à la cartonnerie Pinel, 100 employés, en grande partie des jeunes filles, c'est une petite camarade de 14 ans qui a dirigé le mouvement. À l'usine Técalémit (équipements automobiles), où le travail reprendra le lendemain, les ouvriers obtiennent une augmentation générale de 10 %, huit jours de congés payés, la reconnaissance des délégués du personnel, le respect du droit syndical et un contrat collectif de travail de trois mois. À la

maison Coty – Puteaux a en charge les tubes métalliques de rouge à lèvres et la taillerie des flacons –, 360 femmes en grève réclament des augmentations de salaire de 20 %, sachant que la maison fait en moyenne quatre millions de bénéfices par an !

Quelque six mille ouvriers, dans une trentaine d'entreprises, sont en grève : chez les mastodontes Hutchinson et Unic, aux avions Morane-Saulnier, à la sellerie Bertrand Faure, aux réveils Jazz sur la place de la Défense, à la teinturerie Janson, chez Sonora (qui, bien que filiale d'une maison américaine, proclame haut et fort que ses postes sont « faits en France par des ouvriers français »), à l'Outils du Val d'Or, à la parfumerie d'Orsay et à la SGE automobile aviation. Chez les Schneider aussi, qui ont racheté l'usine De Dion Bouton pour en faire leur soupape d'ajustement : le personnel y fluctue au gré du carnet de commandes, ce qui est plus discret ici, en banlieue parisienne, que sur leurs terres dynastiques du Creusot. Et encore aux moulages de caoutchouc Pincet et Baratte, aux hélices d'avion Versepuy, à la distillerie de La Madone...

Messali Hadj fait lui aussi le tour des usines occupées. Depuis sa création en 1926, l'Étoile nord-africaine est bien implantée à Puteaux, l'une de ses places solides, juste après Clichy et Levallois et même devant Billancourt. Ses réunions, « Chez nous » ou à la « salle Coop » comme on dit aussi, rassemblent souvent plusieurs centaines de participants. Dans les usines où il se rend, Messali Hadj exprime la solidarité des travailleurs algériens avec leurs camarades français ; il assure qu'il fait confiance au gouvernement de Front populaire pour abroger, en Afrique du Nord, les lois d'exception, y établir les libertés démocratiques et l'égalité des droits sociaux. Le 4 juillet 1936, devant les 120 militants de la section de

Puteaux, il met en garde, selon l'historien Jacques Simon, « contre les provocateurs fascistes qui tentent de créer en Algérie un mouvement antisémite, dans le but d'y susciter des troubles et d'entraîner les Arabes dans une aventure ».

La porte Maillot est, de l'autre côté du pont de Neuilly, symétrique du rond-point de la Défense, et Luna Park pour ainsi dire à la sortie de Puteaux. C'est là que le dimanche 12 juillet, la fédération de la Seine du parti socialiste organise, de 14h30 à minuit, une grande fête de la victoire. Toutes les attractions y fonctionnent comme d'habitude, mais un chapiteau de huit mille places permet aussi d'y entendre un discours de Salengro à 16 heures et celui de Paul Faure à 22 heures. Entre les deux, une pléiade d'attractions : Yvette Guilbert, la dame aux gants noirs, toujours en voix, et ce Montéhus qu'aimait bien Lénine dans les années 1910 et qui s'est inscrit, à 64 ans, à la SFIO. *Messieurs le décor va changer!* « Tout ça parce que dans une boîte On a su j'ter un p'tit bulletin C'qui fait qu'au lieu d'aller à droite On marche à gauche, quel bon chemin ». Il leur chante aussi *Vas-y Léon!* « Vas-y sans peur, tente ton expérience Nous sommes là pour faire taire les coquins... »

Dix ans plus tard, autre période d'espoir rouge, si l'on cherche dans les chansons du compagnon de route Montand la cartographie de la classe ouvrière, une usine et une seule est citée, Citroën – « Je ne suis pas riche à millions, je suis tourneur, chez Citroën... » –, et l'on présume qu'il s'agit de l'établissement parisien de Javel, puisque de là le tourneur va flâner sur les *Grands Boulevards*. Une ville et une seule figure chez le chansonnier : Puteaux – « Dans mon usine de Puteaux, on peut dire que j'ai le fin boulot... » –, dont on s'évade à *Luna Park*.

Le 16 janvier 1940, Georges Barthélémy, rapporteur à la Chambre du projet de loi relatif à la déchéance des élus communistes, déclare : « Il faut en finir avec le péril moscoutaire. Dans les circonstances graves actuelles, le Parlement ne doit comprendre que des Français qui pensent français. Des hommes à la solde de Moscou ne sauraient y trouver de place. » La loi adoptée, il est rapporteur, le 20 février, de la commission qui examine, individuellement, une soixantaine de cas. « Tous sont plus ou moins coupables, mais il y a des chefs, Thorez, Catelas et tant d'autres qui devraient être traduits immédiatement devant les tribunaux militaires pour, ensuite, non pas subir le feu d'un peloton d'exécution, ce serait leur faire trop d'honneur, mais être poussés sous le couperet de M. de Paris. » (C'est une des appellations du bourreau.) Jean Catelas sera effectivement guillotiné à la prison de la Santé le 24 septembre 1941. Le 10 juillet 1944, à 9h15, sur le chemin de sa mairie, Georges Barthélémy est abattu d'une rafale de mitraillette par des résistants communistes.

Après un intermède communiste qui restera unique, de mai 1945 à octobre 1947, en la personne du syndicaliste et résistant Jean Nennig, la mairie de Puteaux revient à la SFIO... grâce au RPF : la liste socialiste a eu quatre élus, le PC quatorze, le MRP deux et les gaullistes onze. Georges Dardel, qui a été de la tendance « gauche révolutionnaire » de la SFIO et l'un des fondateurs, avec Marceau Pivert, de ce Parti socialiste ouvrier et paysan qui en est issu, aurait dit : « Je serai maire à tout prix. » Dix ans plus tard, il aidera les partisans de Guy Mollet à s'emparer de la fédération de la Seine.

Encore deux ans et Charles Ceccaldi-Raynaud, ancien commissaire de police et responsable du centre de triage pour suspects de Beni-Messous, dans la wilaya d'Alger, est recasé par la SFIO à la

direction de l'office municipal de HLM de Puteaux. L'office, sous son appellation renouvelée, a continué à beaucoup bâtir sur le plateau : plusieurs immeubles de douze étages, par les frères Niermans, en face du groupe scolaire Marius Jacotot ; une deuxième tranche de l'ensemble Cartault, due à l'associé et successeur de Labussière, Réby, et, du même architecte, la résidence des 2 et 6 rue Bernard Palissy. Enfin, pour la première fois en bord de Seine, en amont du pont de Neuilly, six cents logements s'élèvent d'un coup, en une barre triplement dentée de seize étages conçue par Jean de Mailly.

Ce sont aussi les années où l'État projette, à travers l'EPAD (Établissement public pour l'aménagement de la Défense), un quartier d'affaires de 760 hectares sur les communes de Courbevoie, Nanterre et Puteaux. Il s'élèvera en lieu et place de pavillons modestes, d'usines et des bidonvilles algériens qui ont succédé, sur « la voie royale », à ceux des chiffonniers des années 1920. On y appliquera les principes de la charte d'Athènes : pas de rues, une dalle piétonne entourée d'une voie rapide et une desserte par des circulations en sous-sol, des constructions en hauteur pour laisser passer la lumière. 850 000 m² de bureaux, dans des tours de même gabarit (100 mètres de hauteur et 30 000 m² de planchers), 5 000 logements et des commerces entourent le Centre des nouvelles industries et techniques (CNIT) dont l'immense voile de béton recouvre l'usine historique du 15 avenue du Havre, où la société Zodiac était passée des dirigeables aux bateaux pneumatiques.

Avril 1961. Après le putsch des généraux, de grandes affiches apparaissent sur les murs de banlieue : elles reproduisent, sous l'en-tête du conseil général de la Seine, un « Appel à la population »

signé de Georges Dardel, son président et le sénateur-maire de Puteaux.

Une fois encore, des éléments factieux tentent de lancer le pays dans la guerre civile. Une poignée d'insensés a pris la responsabilité de se dresser contre le régime républicain, pour empêcher la paix en Algérie et la réconciliation franco-algérienne. Dans ces heures graves, le président du Conseil général de la Seine fait de nouveau appel aux sentiments profondément républicains de la population de l'agglomération parisienne. La vigilance la plus vive s'impose à tous.

Soyons prêts à soutenir l'action de la République, du Gouvernement républicain et des organisations républicaines.

La sauvegarde de la démocratie française et de la paix est à ce prix.

Le 3 octobre, dans la nuit, une charge d'un kilo et demi de plastic explose sur le perron de la mairie de Puteaux, que l'OAS menaçait depuis quelque temps de faire sauter. Deux semaines plus tard, le 17 octobre, le FLN appelle à protester contre le couvre-feu imposé par le préfet de police Maurice Papon, dès 8 heures du soir, aux « Français musulmans d'Algérie » de Paris et de sa banlieue. La consigne est formelle : on manifestera en famille, sans armes et sans drapeaux, dans le calme et la dignité. On se rassemble, depuis Nanterre, Puteaux et Courbevoie, au rond-point de la Défense, et l'immense colonne, qui comprend des femmes, des enfants, des bébés tenus dans les bras que leurs mères protègent de la pluie fine et persistante, descend vers le pont de Neuilly. L'objectif, pour la banlieue ouest, est de parcourir en cortège les trottoirs des Champs-Élysées, depuis l'Étoile jusqu'à la Concorde, pendant que la

banlieue nord-ouest défilera sur les Grands Boulevards et la banlieue sud sur les boulevards Saint-Michel et Saint-Germain.

L'Express, *France-Soir*, *Le Parisien libéré* décrivent ainsi la suite : le cortège est bloqué par les barrages des agents et des harkis de la Force de police auxiliaire. Soudain, l'un de ceux-ci tire une rafale de mitraillette, qui tue un garçon de quinze ans (*Le Parisien*, lui, parle de deux morts). La foule recule, résiste comme elle peut mais elle est repoussée vers la Défense. La bataille dure jusqu'après 22 heures. La chaussée est alors jonchée de débris de toutes sortes, bicyclettes brisées, voitures d'enfants renversées, palissades arrachées, barrières tordues ; il y a plus d'une centaine de chaussures éparses, dont beaucoup de souliers de femmes, et de grandes traînées de sang. Les photographes qui prenaient ces scènes de violence voient leurs pellicules saisies par la police. Plus tard dans la soirée, un groupe de plusieurs centaines d'Algériens rentrant à Nanterre est attaqué. Des corps ont été jetés dans la Seine depuis le pont de Neuilly.

En 1967, le sénateur-maire Georges Dardel est victime d'un grave accident de la route. Charles Ceccaldi-Raynaud, son quatrième adjoint depuis deux ans, assure l'intérim avant d'emporter le fauteuil quand, en 1969, Dardel se résout à démissionner.

Aux municipales suivantes, Dardel revient affronter son successeur, et la campagne est violente : dans l'entre-deux tours, l'un de ses colleurs d'affiches, Salah Kaced, 31 ans, est tué par balle, sept autres sont blessés. Les dix-sept inculpés sont tous des proches de Charles Ceccaldi-Raynaud. *L'Express*, *Le Nouvel Observateur* titrent sur « Une banlieue de série noire » ou « Chicago-sur-Seine ». Georges Dardel reprendra lui-même l'expression dans un

livre auto-édité : *Quelle justice ? Puteaux = Chicago*. Mais rien ne saurait plus entraver l'ascension du clan Ceccaldi-Raynaud : le sortant l'emporte, au deuxième tour de l'élection meurtrière, avec près de 65 % des voix, et s'il cède la place en 2004, c'est à sa fille. Puteaux, ville de 45 000 habitants, compte deux mille employés municipaux, et le quart de la population y vit dans les quelque 5 500 logements sociaux. Il y a là de quoi se constituer une clientèle.

Essentiellement par le biais de la Défense, en 2000 Puteaux accueillait déjà 1 207 000 m² de bureaux, soit beaucoup plus que Levallois-Perret et Issy-les-Moulineaux, villes plus peuplées qu'elle, et même que Boulogne-Billancourt, qui compte deux fois et demie plus d'habitants. Puteaux est, du même coup, la ville la plus riche des Hauts-de-Seine.

« "Dallas" dans le 9-2 », titre cette fois *Le Point*, le conflit faisant rage désormais entre le père et la fille, sur fond de mise en examen dans l'attribution du marché public pour le chauffage de la Défense. Au même mois d'avril 2012, dans *Le Canard enchaîné*, Puteaux est « Pyongyang-sur-Seine » pour la façon dont s'y déroule, sous la férule de Joëlle Ceccaldi-Raynaud, une séance du conseil municipal. La famille a réussi l'union des contraires : le Texas ET la Corée du Nord !

À la Défense, les HBM du 10 rue Delarivière-Lefoulon, rasées, vont faire place à la tour Majunga conçue par Jean-Paul Viguier, un lamellé de feuilletés d'inégale épaisseur sur près de cinquante étages et deux cents mètres de hauteur, creusé de jardins intérieurs, l'une de ses faces pliée en accordéon. Surgissant du niveau de la ville résidentielle, la tour ne sera raccordée à la dalle qu'à la hauteur de son quatorzième étage.

Au rond-point des Bergères, là où Puteaux se

confond avec Nanterre, la départementale 913 (ex N 13) doit être mise en boîte, recouverte d'un arceau de 170 mètres de longueur et de six mètres de hauteur. Autour de cette drôle de tour couchée, la ZAC des Bergères offrira un parc de deux hectares, 1 180 logements dont 289 sociaux locatifs et 89 en accession sociale, des commerces et des équipements.

Entre la gare et le quai, la ZAC du Théâtre constitue déjà un lieu d'élection pour les cadres ayant un besoin absolu de rester proches des circulations de transit. Elle se confond pour l'essentiel avec la résidence Place du Théâtre, de Vinci immobilier : neuf maisons de ville et quarante-deux appartements.

À l'emplacement de la distillerie de La Madone, dans un bâtiment assez quelconque racheté par Havas en 2011, Jacques Séguéla a commandé à Stéphane Calais une œuvre dont les éléments tentaculaires, glissant sur les murs des couloirs à chaque palier, se rassemblent à l'étage directorial pour former une tête de méduse afin, selon la formule d'*art-net*, « que les membres actifs de chaque étage se sentent faire partie du grand tout » !

Depuis 1989, la Grande Arche de la Tête Défense, dupliquant l'Arc de triomphe de la place de l'Étoile, est l'horizon, le fond de scène de l'axe historique parisien partant du Louvre. Elle donne plus de profondeur de champ à et depuis la capitale, annexant au regard les franges de Neuilly comme de Puteaux/Courbevoie. Le Grand Paris est-il là, crevant les yeux ?

Le tentacule lancé sur la banlieue, dont la prolongation de l'axe historique suscite spontanément l'image, et du coup la pieuvre qu'on imagine derrière, ne donnent sans doute pas la meilleure représentation d'une métropole intégrée.